

TÉMOIGNAGE
Chambre des communes du Canada
Sous-comité des droits internationaux de la personne
Situation des droits de la personne des Ouïghours

21 juillet 2020

Elise Anderson, Ph. D., Uyghur Human Rights Project

Salutations aux membres du Sous-comité. C'est un honneur pour moi de témoigner ici aujourd'hui. Je suis ici à titre de défenseure des droits de la personne des Ouïghours et d'universitaire qui mène des recherches depuis plus d'une décennie sur l'expression culturelle ouïghoure.

Pas plus tard que ce mois-ci, il y a eu un changement important dans l'analyse des experts sur la crise des droits de la personne des Ouïghours. Les institutions et les experts faisant autorité ont commencé à qualifier ce qui se passe comme de probables crimes contre l'humanité et génocide¹. Depuis de nombreuses années, le Parti communiste chinois, ou PCC, démantèle systématiquement les institutions qui ont longtemps servi à maintenir et à transmettre le savoir culturel ouïghour. Les journaux en langue ouïghoure ont été fermés, des centaines d'élites culturelles ont disparu², des mosquées ont été rasées³ et peut-être 10 % ou plus de la population ouïghoure a été emmenée dans des camps et des prisons. De récentes enquêtes sur le travail forcé et la stérilisation forcée, y compris les statistiques alarmantes selon lesquelles la croissance

1. On the topic of whether China's abuses constitute crimes against humanity, see United States Holocaust Memorial Museum, "Simon-Skjodt Center Director Delivers Remarks on China's Systematic Persecution of Uyghurs" USHMM, March 6, 2020, <https://www.ushmm.org/genocide-prevention/blog/simon-skjodt-center-director-delivers-remarks-on-chinas-systematic-persecut>. As for the argument that China's policies likely meet several acts outlined in the UN Genocide Convention, see Rayhan Asat and Yonah Diamond, "The World's Most Technologically Sophisticated Genocide is Happening in Xinjiang," *Foreign Policy*, July 15, 2020, <https://foreignpolicy.com/2020/07/15/uyghur-genocide-xinjiang-china-surveillance-sterilization>.

2. Uyghur Human Rights Project. "UPDATE: 435 Intellectuals Detained and Disappeared in the Uyghur Homeland," Uyghur Human Rights Project (July 2020), <https://uhrp.org/press-release/uhrp-update-435-intellectuals-detained-and-disappeared-uyghur-homeland.html>.

3. Bahram Sintash, "Demolishing Faith: The Destruction and Desecration of Uyghur Mosques and Shrines," Uyghur Human Rights Project (October 2019), <https://uhrp.org/press-release/demolishing-faith-destruction-and-desecration-uyghur-mosques-and-shrines.html>.

démographique des Ouïghours a diminué de 84 % entre 2015 et 2018⁴, ont mis en lumière la campagne de répression totale du gouvernement.

Le PCC prétend qu'il doit assimiler la population pour endiguer l'agitation et éradiquer l'activité terroriste, mais voilà des excuses qui ne masquent que les horreurs se déroulant sous nos yeux. En endoctrinant politiquement les Ouïghours et en les assimilant de force, le PCC tente de leur retirer leur loyauté envers toute source d'autorité autre que le PCC lui-même. En enrôlant les Ouïghours dans des programmes de travaux forcés et en transformant la région ouïghoure en un centre manufacturier de main-d'œuvre « bon marché⁵ », le PCC s'accapare les terres ouïghoures pour l'extraction de ressources et le commerce mondial, tout en décimant les familles et les communautés ouïghoures. En d'autres termes, la relation entre le PCC et la région ouïghoure est fondamentalement coloniale et rappelle l'histoire sombre et douloureuse des démocraties libérales comme les États-Unis, l'Australie et le Canada vis-à-vis de leurs Premières Nations, leurs peuples autochtones. Le PCC est en train de commettre un génocide parce qu'il est un colonisateur; les terres et l'asservissement des populations locales sont les deux prix à gagner dans le jeu final de la Chine.

Le PCC cherche à obtenir le contrôle total de la région ouïghoure depuis son arrivée au pouvoir en 1949. Il a établi une « autonomie » en 1955; l'autonomie était et demeure une imposture. De nombreux Ouïghours professent un lien presque spirituel avec cette terre, leur patrie, quelque chose que les observateurs extérieurs oublient trop souvent dans leurs analyses.

4. Adrian Zenz, "Sterilizations, IUDs, and Mandatory Birth Control: The CCP's Campaign to Suppress Uyghur Birthrates in Xinjiang, *Jamestown Foundation* (June 2020; last updated July 21, 2020), <https://jamestown.org/wp-content/uploads/2020/06/Zenz-Internment-Sterilizations-and-IUDs-UPDATED-July-21-Rev2.pdf?x90091>.

Associated Press, "China Cuts Uighur Births with IUDs, Abortion, Sterilization," *Associated Press*, June 29, 2020, <https://apnews.com/269b3de1af34e17c1941a514f78d764c>.

5. Adrian Zenz, "Beyond the Camps: Beijing's Grand Scheme of Forced Labor, Poverty Alleviation, and Social Control in Xinjiang," *Journal of Political Risk* 7, 12 (2019), <https://www.jpolarisk.com/author/zenz/>.

Dans les années 1990, alors que l'État chinois incitait les agriculteurs ouïghours à vendre leur terre, le musicien populaire Küresh Küsen exhortait ses frères à ne pas le faire, en chantant :

La terre est importante, la terre est puissante,
la terre est la source de vie.
Frère agriculteur, je vous en prie,
ne vendez pas votre terre.

Lorsque je vivais dans la région ouïghoure au cours des dix dernières années, j'ai été frappée par la façon dont les concepts de la *terre* et de la *patrie* façonnaient la vie quotidienne des Ouïghours. En 2015, une connaissance et sa tante nous ont emmenés, ma mère et moi, visiter la tombe d'un éminent érudit ouïghour près de Kashgar. Cette tombe a longtemps été un lieu de pèlerinage sacré, mais il est aujourd'hui un lieu touristique désigné par l'État. Au tombeau, un cheikh décrivait son histoire. Nous nous sommes promenées sur le terrain où, au loin, au-delà du musée et du tombeau construits par l'État, un cimetière se trouvait dans une montagne de sable. Les peupliers vert foncé, le marqueur par excellence des villes oasis de la région, contrastaient vivement avec la mer de sable qui s'étendait au-delà. Ma connaissance nous a menées à un ruisseau d'eau de source claire et pure. Nous nous sommes accroupies ensemble. « Ne vois-tu pas pourquoi les gens pensaient que cet endroit était sacré? » me demanda-t-elle en versant de l'eau de source dans une bouteille. Je le voyais.

Pour les Ouïghours, leur terre a une importance sacrée comme une source de signification et de vie. Cette terre ainsi que le sentiment d'appartenance qu'elle inspire et les vies mêmes qui s'y déroulent sont aujourd'hui gravement menacés. La crise ouïghoure est l'une des préoccupations humanitaires les plus pressantes du monde aujourd'hui. La crise exige une réponse politique multidimensionnelle par des acteurs gouvernementaux du monde entier; il est temps pour le gouvernement du Canada d'agir sur la promesse mondiale et de donner un véritable sens à l'expression « plus jamais ». Voici mes recommandations :

1. Se concentrer sur les admissions de réfugiés

Tout d'abord, je prie instamment le gouvernement du Canada de se concentrer sur l'asile aux réfugiés ouïghours, qui traversent une crise d'apatridie⁶. Le gouvernement de la Chine enfreint le droit de libre circulation des Ouïghours dans le monde entier, sur une échelle choquante. Il incombe à des gouvernements comme le Canada d'offrir une zone sûre aux personnes touchées.

- Le Canada devrait s'assurer que les demandes d'asile des Ouïghours ne soient pas entravées par les mesures prises par l'État chinois, qui empêchent de nombreux Ouïghours d'obtenir des documents officiels comme des certificats de naissance⁷.
- Le Canada devrait accorder aux demandeurs d'asile ouïghours un statut juridique en temps opportun et suivre l'exemple de pays comme la Suède et l'Allemagne en s'engageant à ne pas expulser les Ouïghours vers la Chine.

2. Punir et décourager le harcèlement des Canadiens ouïghours

Deuxièmement, j'exhorte le gouvernement du Canada à lutter contre le harcèlement des Canadiens ouïghours et à le punir. Dans un rapport de 2019, mon organisation a fait état de cas où la police chinoise a franchi les frontières pour harceler et menacer les Ouïghours vivant à l'extérieur de la Chine, y compris au Canada, afin de les réduire au silence⁸. Il s'agit d'une violation de leurs droits à la liberté d'expression en vertu de la loi canadienne et cela justifie une réponse vigoureuse.

- Les organismes locaux et fédéraux d'application de la loi devraient être chargés d'enquêter minutieusement sur les cas d'attaques contre les Ouïghours en sol canadien.
- Le Canada devrait prendre des mesures pour lutter contre le harcèlement, l'intimidation, les menaces, la pression exercée pour recueillir des renseignements au nom d'une

6. Uyghur Human Rights Project, "Weaponized Passports: The Crisis of Uyghur Statelessness" (April 2020), Uyghur Human Rights Project, https://docs.uhrp.org/pdf/Weaponized_Passports.pdf.

7. Uyghur Human Rights Project, " 'Another Form of Control': Complications in obtaining documents from China impacts immigration processes and livelihoods for Uyghurs in the United States," Uyghur Human Rights Project (July 2018), <https://uhrp.org/press-release/briefing-%E2%80%9Canother-form-control%E2%80%9D-complications-obtaining-documents-china-impacts>.

8. Uyghur Human Rights Project, "Repression Across Borders," Uyghur Human Rights Project (August 2019), https://docs.uhrp.org/pdf/UHRP_RepressionAcrossBorders.pdf.

puissance étrangère et d'autres violations des droits des Ouïghours canadiens par des agents de l'État chinois, et les punir.

3. Bloquer les importations liées au travail forcé

Troisièmement, j'invite le gouvernement du Canada à s'assurer que les produits fabriqués sous le travail forcé des Ouïghours n'entrent pas au Canada. Les importateurs ne devraient pas être en mesure de réaliser des profits en contractant avec des entreprises utilisant les ouvriers des prisons ouïghoures et une main-d'œuvre esclave. Il n'est pas suffisant d'appeler à la « diligence raisonnable » : la diligence raisonnable est impossible dans une région où les gens sont envoyés aux cellules de torture pour un seul mot contraire aux ordres du gouvernement⁹. J'invite instamment le Parlement du Canada à adopter le projet de loi S-211, la Loi sur l'esclavage moderne, et à modifier le Tarif douanier afin de permettre à l'Agence des services frontaliers du Canada d'interdire l'entrée au Canada de produits issus de l'esclavage et d'intenter des poursuites criminelles contre les importateurs qui enfreignent la loi.

4. Interdire aux entreprises d'exporter des outils de haute technologie

Quatrièmement, le Canada devrait interdire aux entreprises d'exporter des outils de haute technologie utilisés par les autorités chinoises pour la surveillance et le profilage racial. Un certain nombre d'entreprises de technologie chinoise, qui ont également des liens étroits avec des universités et des centres de recherche partout dans le monde, sont directement impliquées dans les crimes contre les droits de la personne perpétrés par le gouvernement de la Chine contre les Ouïghours et d'autres minorités musulmanes turques dans la région ou autrement complices. Le

9. Adrian Zenz and Scott Nova, "A Letter regarding Xinjiang from Adrian Zenz and Scott Nova," Worker Rights Consortium, March 9, 2020, <https://www.workersrights.org/wp-content/uploads/2020/03/A-Letter-regarding-Xinjiang-from-Adrian-Zenz-and-Scott-Nova.pdf>.

Canada devrait s'assurer que les outils produits et fabriqués à l'intérieur de ses frontières ne sont pas utilisés dans le cadre d'un régime génocidaire.

5. Imposer des sanctions coordonnées et ciblées aux auteurs de ces crimes

Cinquièmement, le Canada devrait imposer des sanctions aux auteurs de ces crimes en vertu de la *Loi sur la justice pour les victimes de dirigeants étrangers corrompus*, ou la *Loi de Sergueï Magnitski*, pour geler les actifs et restreindre le déplacement international des acteurs et entités de l'État en Chine responsables de ces crimes. La coordination de ces sanctions ciblées avec d'autres gouvernements permettra d'éviter que le gouvernement de la Chine ne cible des pays en particulier avec des représailles.

6. Prendre des décisions juridiques officielles quant à savoir si la crise ouïghoure constitue un génocide

Sixièmement, j'exhorte le gouvernement du Canada à évaluer la situation, en tenant compte des preuves existantes (y compris des documents chinois internes divulgués), et à prendre des décisions juridiques indépendantes sur ce qui se passe.

7. Plaider en faveur de l'établissement d'un mécanisme de surveillance des Nations Unies

Septièmement, le Canada devrait travailler avec des partenaires au sein de l'ONU pour établir un mécanisme de surveillance spécial comme un Rapporteur spécial, un Comité d'experts en matière des droits de la personne ou un envoyé spécial du secrétaire général, pour surveiller, en vue d'en faire rapport, la situation des droits de la personne en Chine. Un tel mécanisme devrait

se voir accorder un accès indépendant à la région ouïghoure pour faire rapport sur la situation sur le terrain.

8. Demander publiquement et en privé que le gouvernement de la Chine respecte ses obligations en matière de droits de la personne

Enfin, j'exhorte le gouvernement du Canada, dans le cadre de ses discussions et de ses échanges avec le gouvernement de la Chine, à exiger le respect de ses obligations internationales en matière de droits de la personne.